

Co-maîtrise d'ouvrage

--

--

--

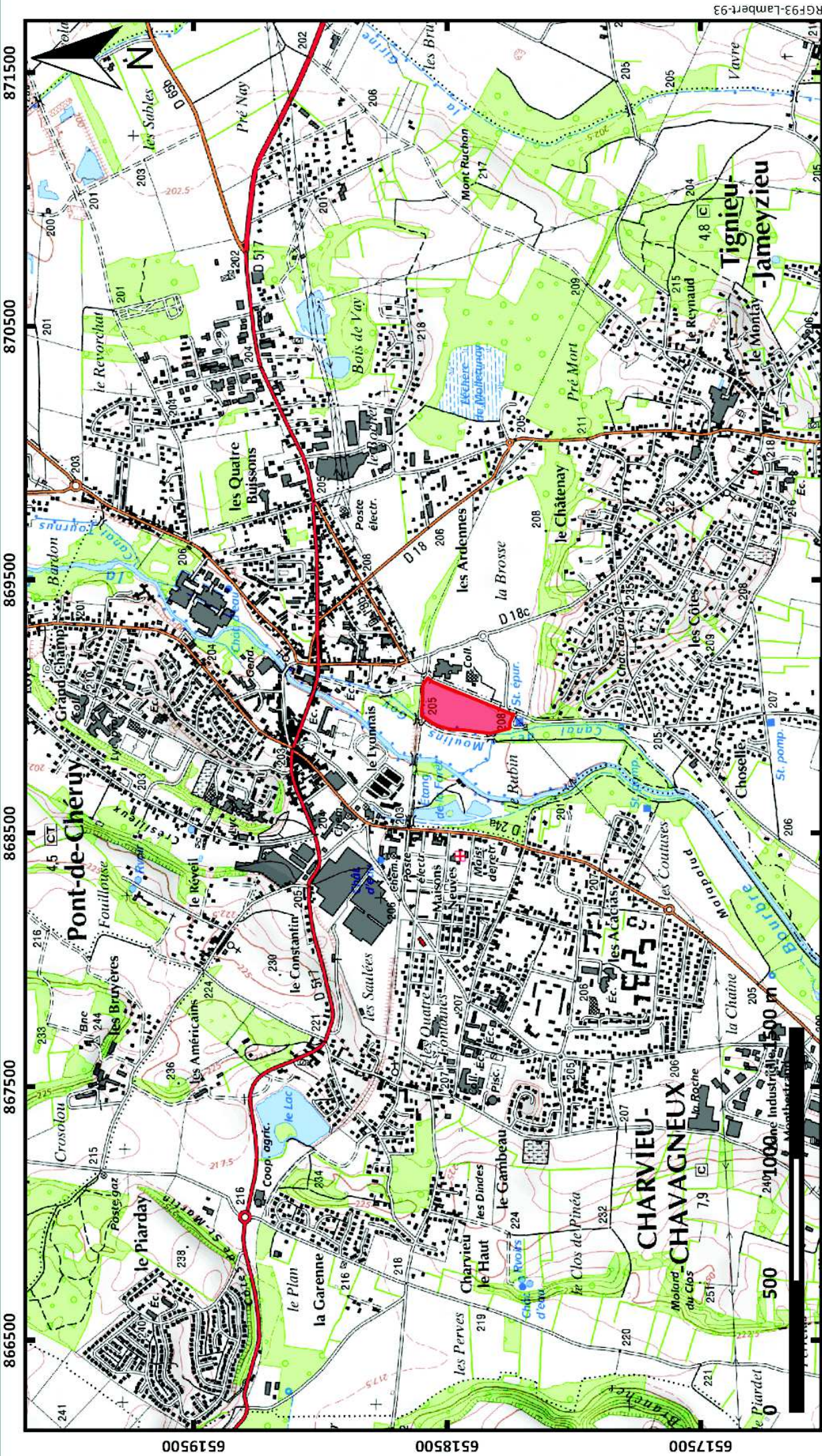
--

--

--

--

--



Localisation du site d'étude sur une carte topographique



Légende

■ Site d'étude

Projet d'ensemble résidentiel sur la commune de Pont de Cheruy (photographies du site)



Vue aérienne du site par drone depuis la zone Sud-Ouest du site (juillet 2017)



Vue aérienne du site par drone depuis la zone Nord-Est du site (juillet 2017)





MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Portail d'information sur l'assainissement communal

Situation des conformités 2015 des stations de traitement des eaux usées (mise à jour le 07/12/2016)



Toutes les stations de traitement



Stations de traitement non

conforme



Masquer les données qualité des cours d'eau



DBO5



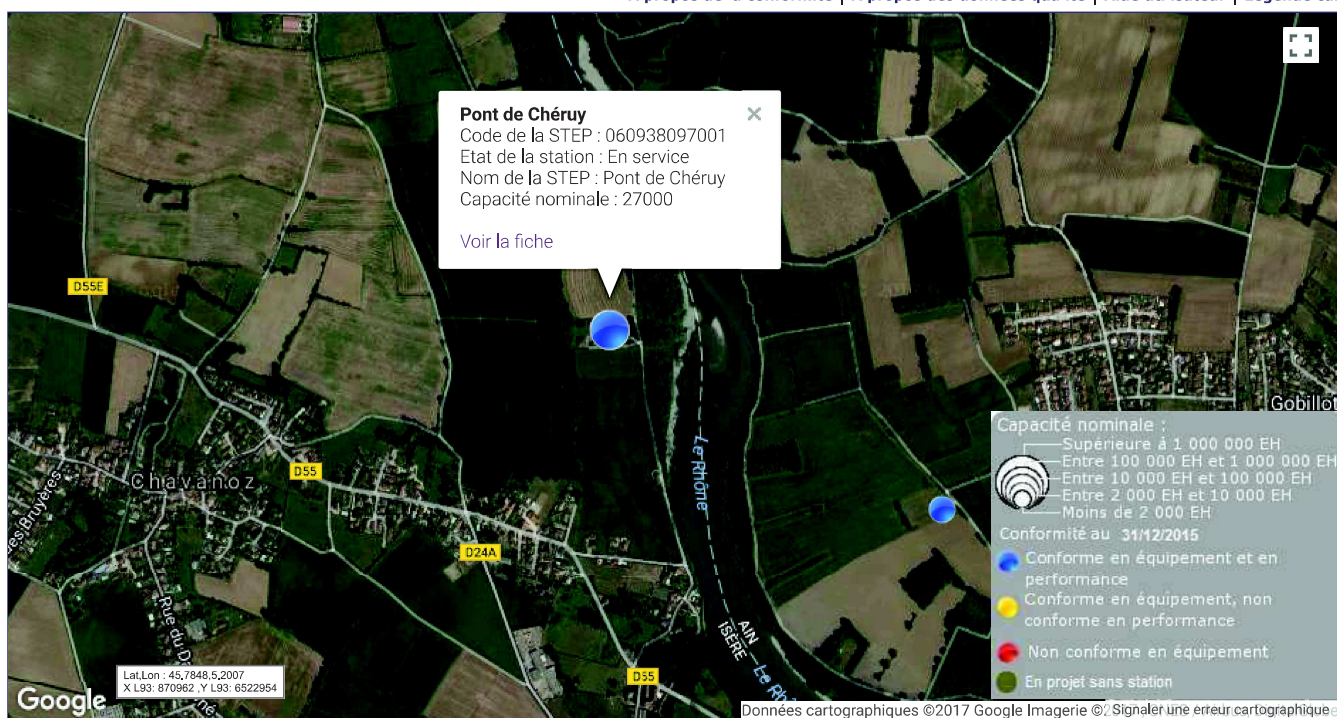
NO2



NH4



PO4

[A propos de la conformité](#) | [A propos des données qualité](#) | [Aide utilisateur](#) | [Légende carte](#)

Pont de Chérut

Description de la station

Nom de la station : Pont de Chérut ([Zoom sur la station](#))
Code de la station : 060938097001
Nature de la station : Urbain
Réglementation : Eau
Région : RHONE-ALPES
Département : 38
Date de mise en service : 01/01/1991
Service instructeur : DREAL de Rhône-Alpes
Maître d'ouvrage : COMMUNAUTE COM PORTE DAUPHINOISE
Exploitant :
Commune d'implantation : CHAVANOZ
Capacité nominale : 27000 EH
Débit de référence : 6000 m3/j
Autosurveillance validée : validé
Traitement requis par la DERU :
 - Traitement secondaire
- Filières de traitement :
 Eau - Boue activée aération prolongée (très faible charge)
 Boue - Centrifugation

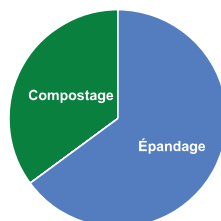
Agglomération d'assainissement

Code de l'agglomération : 060000138316
Nom de l'agglomération : PONT-DE-CHERUT
Commune principale : PONT-DE-CHERUT
Tranche d'obligations : [10 000 ; 100 000 [E
Taille de l'agglomération en 2015 : 21840 EH
Somme des charges entrantes : 21390 EH
Somme des capacités nominales : 27000 EH
- Liste des communes de l'agglomération :
 ANTHON
 CHARVIEU-CHAVAGNEUX
 CHAVANOZ
 PONT-DE-CHERUT
 TIGNIEU-JAMEYZIEU

Chiffres clefs en 2015

Charge maximale en entrée : 21390 EH
Débit entrant moyen : 4539 m3/j
Production de boues : 361 tMS/an

Destinations des boues en 2015 (en tonnes de matières sèches par an) :



Chiffres clefs en 2014

Chiffres clefs en 2013

Chiffres clefs en 2012

Chiffres clefs en 2011

Chiffres clefs en 2010

Chiffres clefs en 2009

Chiffres clefs en 2008

Milieu récepteur

Bassin hydrographique : RHONE-MEDITERRANEE-CORSE
Type : Eau douce de surface
Nom : Rhône
Nom du bassin versant : Rhône

Zone Sensible : Hors Zone Sensible
Sensibilité azote : Non
Sensibilité phosphore : Non
Consulter les zones sensibles

Voir le point de rejet (Double-cliquer sur le point pour l'effacer)

Conformité équipement au (31/12/2016 : prévisionnel) : Oui

Respect de la réglementation en 2015

Conforme en équipement au 31/12/2015 : Oui
Date de mise en conformité : 16/07/1991
Abattement DBO5 atteint : Oui
Abattement DCO atteint : Oui
Abattement Ngl atteint : Sans objet
Abattement Pt atteint : Sans objet
Conforme en performance en 2015 : Oui

Réseau de collecte conforme : Non
Date de mise en conformité : 31/12/2016
Pourcentage de rejet direct de temps sec : 2%

Respect de la réglementation en 2014

Respect de la réglementation en 2013

Respect de la réglementation en 2012

Respect de la réglementation en 2011

Respect de la réglementation en 2010

Respect de la réglementation en 2009

Respect de la réglementation en 2008

[précédent](#) | [suivant](#) | [accueil](#)

Source : MEDDE - ROSEAU - Novembre 2016

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

DECISION n° 2016-ARA-DP-00311

**de dispenser à étude d'impact
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

Le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

VU la demande enregistrée sous le n°2016-ARA-DP-00311, déposée par la Communauté de Communes Porte Dauphinoise de Lyon Saint-Exupéry le 10 janvier 2017, considérée complète et publiée sur Internet, relative à l'extension de la station d'épuration implantée sur la commune de Chavanoz (38) ;

VU la saisine du directeur général de l'agence régionale de santé en date du 24 janvier 2017 ;

Vu les éléments de connaissance transmis par la direction départementale des territoires de l'Isère en date du 6 février 2017 ;

CONSIDERANT que le projet présenté relève de la rubrique 24° « système de collecte et de traitement des eaux résiduaires » du tableau annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le formulaire de demande comporte les éléments suffisants pour motiver la décision de l'autorité environnementale ;

CONSIDERANT que le projet consiste en :

- l'extension de la capacité d'épuration de 27 000 à 40 000 équivalent-habitants (EH)
- la création de trois bassins d'orage sur le réseau d'assainissement pour une capacité globale de 3000 m³
- des travaux sur le réseau d'assainissement : mise en séparatif, suppression d'entrées d'eau claires parasites et eaux pluviales.

CONSIDERANT l'implantation du projet sur un terrain agricole (culture de maïs) hors zonage environnemental ;

CONSIDERANT que le dossier fera l'objet d'un dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau et d'un document d'incidence Natura 2000 et que les enjeux correspondants pourront être étudiés et pris en compte dans ce cadre ;

CONSIDERANT qu'au regard de tout ce qui précède, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, le projet ne justifie pas la réalisation d'une étude d'impact.

DECIDE :

Article 1^{er}

Le projet d'extension de la station d'épuration implantée sur la commune de Chavanoz (38), présenté par la Communauté de Communes Porte Dauphinoise de Lyon Saint-Exupéry, n'est **pas soumis à étude d'impact** en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 3

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait à Clermont-Ferrand, le

14 FEV. 2017

La chef du pôle Autonome Environnementale

Mireille FAUCON

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur internet.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux. Tout recours contentieux doit être précédé d'un recours administratif, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif.

Où adresser votre recours ?

- Recours administratif

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03